



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) COMMUN A TOUS LES LOTS

Procédure M_3435

Pouvoir adjudicateur : GCS UniHA – 83-85 boulevard Marius Vivier Merle – 69003 LYON

Objet du marché : achat d'une « solution d'éclairage clef en main »

Procédure : Appel d'offres ouverts (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-5 du Code de la commande publique).

SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
Chapitre 1er - Généralités	4
1. Fonctionnement du pouvoir adjudicateur	4
1.1 Type de pouvoir adjudicateur	4
1.2 Coordonnées du pouvoir adjudicateur	4
1.3 Répartition des responsabilités entre UniHA et ses membres	4
2. Objet et périmètre du contrat	5
2.1 Objet du contrat	5
2.2 Nature et forme du contrat	5
2.3 Allotissement	5
2.4 Périmètre géographique	6
2.5 Estimation financières des lots	6
3. Pièces constitutives du contrat	6
4. Division en lots	7
5. Durée du marché et délais d'exécution	7
6. Obligations générales du titulaire	8
6.1 Modifications affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché	8
6.2 Suivi de l'exécution des marchés	9
6.3 Qualité de la prestation	10
6.4 Assurances	10
6.5 Discretion et confidentialité	10
6.6 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	11
6.7 Sous-traitance en cours d'exécution	11
6.8 Protection des données personnelles dans la relation pouvoir adjudicateur – établissements beneficiaires et titulaire	11
Chapitre 2 - Exécution	13
7. Modalités d'exécution des tranches	13
7.1 Modalités d'exécution de la tranche ferme	13
7.2 Modalités d'exécution des tranches optionnelles	13
8. Opérations de vérification	14
8.1 Opération de contrôles et essais inopinés	14
8.2 Frais de vérifications	14
9. Garantie	14

Chapitre 3 - Prix et règlements	15
10. Prix	15
10.1 Décomposition et nature des prix	15
11.2 Révision des prix des Tranches optionnelles.....	15
10.2 Contenu des prix.....	17
10.3 RENONCEMENT AUX CEE.....	17
11. Règlement	17
11.1 Avances.....	17
11.2 Modalités de paiement.....	17
11.3 Délai global de paiement	18
11.4 Factures	18
Chapitre 5 – Résiliation, exécution aux frais et risques et pénalités.....	20
12. Pénalités.....	20
12.1 Pénalité de retard	20
12.2 Pénalités pour non-respect de l’Objectif de performance lié aux Niveaux minimums de qualité	20
12.3 Pénalité pour non-respect de l’Objectif de performance lié au TRI	20
12.4 pénalités DE NON LEVEE DES RESERVES.....	21
13. Résiliation du contrat	21
13.1 Motifs de résiliation	21
13.2 Indemnité de résiliation.....	22
13.3 Résiliation en cas de liquidation judiciaire	22
Chapitre 6 : Clause de réexamen	23
14. Modifications relatives au Matériel	23
14.1 Clause générale	23
14.2 Évolution technologique ou réglementaire	23
14.3 Extension de gamme	23
14.4 Arrêt de fabrication ou de commercialisation d’un Matériel ou de ses fournitures de substitution..	23
15. Modifications relatives à l’Enveloppe financière disponible pour les TO	24
Chapitre 7 - Dérogations au CCAG-FCS	25

Chapitre 1er - Généralités

1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par les établissements de santé adhérents du GCS UniHA.

Le GCS UniHA exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique.

Le GCS UniHA est pouvoir adjudicateur de la présente procédure selon la modalité de l'achat revente.

Le marché est passé pour le compte des établissements concernés par chaque lot.

Les bénéficiaires des prestations du marché sont les établissements bénéficiaires visés à l'annexe 1.

1.2 COORDONNÉES DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur contractant de l'accord-cadre est :

Le GCS UNIHA
9 rue des Tuilliers
69003 Lyon

Le titulaire de chaque lot exécutera les prestations objet du présent contrat directement auprès des établissements bénéficiaires.

1.3 RÉPARTITION DES RESPONSABILITÉS ENTRE UNIHA ET SES MEMBRES

Les responsabilités respectives de UniHA et des membres bénéficiaires se répartissent comme suit.

	UniHA	Etablissement bénéficiaire
Supervision de la phase de lancement du contrat et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements adhérents	X	

Passation, Signature notification du marché	X	
Résiliation du marché		
Signature des PV de réception de travaux		X
Décisions de poursuivre les étapes de chaque tranche ou de mettre en terme au marché	X	
Notification des ordres de service déclenchant les tranches optionnelles	X	
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X	
Procéder à la reconduction des marchés	X	
Agrément des sous-traitant	X	
Appliquer les pénalités	X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché	X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution du marché	X	

2. OBJET ET PERIMETRE DU CONTRAT

2.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet l'achat d'une « solution d'éclairage clef en main » avec études, pose et mesures afin de permettre aux établissements d'évaluer leurs économies d'énergie liées à l'éclairage.

2.2 NATURE ET FORME DU CONTRAT

Les lots sont soit des marchés ordinaires soit des marchés à tranche. La répartition est précisée dans l'annexe 8 du CCTP.

2.3 ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti comme suit :

- Lot 1 : établissements EST
- Lot 2 : établissements Limousin
- Lot 3 : établissements de Nouvelle Aquitaine
- Lot 4 : CHU de Bordeaux
- Lot 5 : établissements Auvergne
- Lot 6 : établissements Touraine et Loiret
- Lot 7 : établissements Normandie
- Lot 8 : établissements des deux Charentes et des deux Sèvres
- Lot 9 : établissements Façades Atlantique
- Lot 10 établissements Dordogne
- Lot 11 : établissements Ile de la Réunion
- Lot 12 : établissements Haute Garonne et du Tarn Ouest
- Lot 13 : CHU Amiens Picardie
- Lot 14 : établissements de Cliniques Mutualistes
- Lot 15 : établissements façade pyrénéenne

2.4 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Chaque lot est exécuté au bénéfice des établissements de santé identifiés dans chaque lot.

2.5 ESTIMATION FINANCIERES DES LOTS

2.4.1 TRANCHE FERME

L'estimation financière pour la tranche ferme de chaque lot représente le budget maximum dont le pouvoir adjudicateur dispose pour développer la solution d'éclairage innovante au sein du périmètre géographique de la tranche ferme.

2.4.2 TRANCHES OPTIONNELLES

L'estimation financière pour les tranches optionnelles représente un budget prévisionnel dont le pouvoir adjudicateur dispose pour développer la solution d'éclairage innovante au sein du périmètre géographique des tranches optionnelles.

2.4.3 SYNTHESE

Le montant des prestations est estimé par lot, et par phase :

Cf Fichier Annexe 8 Allotissement

3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- **L'acte d'engagement et ses annexes :**
 - Annexe 1 : Annexe financière
 - Annexe 2 : le Relevé d'Identité Bancaire
 - Annexe 3 : Mise au point du marché, le cas échéant
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes :**
 - Annexe 1 : Liste des Etablissements bénéficiaires des prestations du marché
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes :**
 - Annexe 1 : Périmètre géographique : Tranche ferme et tranches optionnelles
 - Annexe 2 : Critères techniques minimum des solutions d'éclairage
 - Annexe 3 : Inventaire technique
 - Annexe 4 : Périmètre d'usage
 - Annexe 5 : Liste des postes de coûts et des postes d'économies d'énergies pris en compte dans le calcul du TRI
 - Annexe 6 : Propositions techniques
 - Annexe 7 : modèle de plan d'action, de mesures et de contrôle
 - Annexe 8 : Allotissement et nombre de tranches optionnelles
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)
- **L'offre technique du titulaire ;**
- **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.**

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas au marché.

Les pièces constitutives du contrat sont susceptibles d'être transmises en l'état et dans toutes leurs dispositions à la Banque des Territoires et au tiers de contrôle sans que le titulaire ne puisse opposer un devoir de confidentialité.

4. DIVISION EN LOTS

Le marché est alloti.

Le détail de l'allotissement est précisé en annexe 8 du CCTP.

5. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

Chaque lot prend effet à sa date de notification.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont propres à chaque étape et chaque tranche et sont prévus dans le CCTP.

6. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

6.1 MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE ET INTERVENANT AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

6.1.1. MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, UniHA de tout changement qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;

Ces changements doivent être signalés impérativement au référent administratif du GCS UniHA avant toute nouvelle facturation. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif, ou tout moyen permettant d'établir l'accord des parties. Un avenant n'est pas nécessaire.

6.1.2. CESSION DU MARCHE

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;

- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation du produit objet du marché est transféré à un autre opérateur, un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

6.2 SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES

Le titulaire du marché s'engage à transmettre au GCS UniHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le **31 juillet** pour les données du 1^{er} janvier au 30 Juin (Semestre1) et le **31 janvier** pour les données du 1^{er} Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit de la date de début et de la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier Template disponible sur le site internet de UniHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ».

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

1. N°SIRET du titulaire, le nom du titulaire
2. Numéro de marché attribué par UniHA,
3. N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement : Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2021 - 30/06/2021 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
4. Quantité de produits et/ou services facturée
5. Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le format fichier sera CSV ou Excel.

Le lien pour déposer le fichier se trouve sous « Je suis une entreprise », « reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UniHA.

6.3 QUALITE DE LA PRESTATION

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

D'une manière générale, le Titulaire est tenu de réaliser les prestations selon les règles de l'art, les principes de la profession et dans le respect de la législation et à la réglementation applicable.

Le titulaire s'engage à respecter le niveau d'engagement indiqué dans son offre.

Le Titulaire est tenu de se comporter en conseiller loyal vis-à-vis du Pouvoir adjudicateur.

En raison du lieu d'exécution des prestations, le Titulaire s'engage à faire preuve d'une vigilance accrue et à respecter les règlements intérieurs des établissements et les consignes et les règles d'hygiène et de sécurité propres aux Etablissements hospitaliers.

6.4 ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier auprès de UniHA dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

6.5 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

6.6 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

A compter de la notification du marché, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

6.7 SOUS-TRAITANCE EN COURS D'EXECUTION

En cas de sous-traitance, le titulaire fournit une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire, en signant l'acte de sous-traitance, est réputé avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du Code du travail.

6.8 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DANS LA RELATION POUVOIR ADJUDICATEUR – ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES ET TITULAIRE

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire traite les données personnelles collectées auprès des agents de UniHA et de chaque adhérent pour les seuls besoins du suivi administratif de l'accord-cadre et l'exécution des prestations contractuelles qui lui incombent.

Chaque établissement bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les obligations qui s'imposent en application du RGPD et de la politique interne de l'établissement en conséquence de l'utilisation des équipements et prestations objet du marché et le titulaire s'engage à les respecter.

Ces obligations feront l'objet le cas échéant d'un accord spécifique entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire selon la politique interne de l'établissement.

Chapitre 2 - Exécution

7. MODALITES D'EXECUTION DES TRANCHES

7.1 MODALITES D'EXECUTION DE LA TRANCHE FERME

Pour chaque lot, la tranche ferme s'exécute en trois étapes successives définies dans le CCTP :

- Une première Etape « Etude et planification » ;
- Une deuxième Etape « installation »
- Une troisième Etape « Contrôle et mesure ».

La première Etape débute dès la notification du marché.

A l'issue de la première Etape, le Pouvoir adjudicateur prend la décision soit de poursuivre l'exécution du marché, soit d'y mettre un terme de plein droit si les critères de validation de chaque Etape définis dans le CCTP ne sont pas remplis.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité consécutive à la décision de mettre un terme au marché

Le titulaire sera rémunéré au titre des prestations réalisées au cours des étapes précédant la décision de mettre un terme, sous réserve des réfections prévues à l'article 5 du CCTP en cas de mauvaise exécution des prestations.

La décision de poursuivre ou la décision de mettre un terme sont notifiées au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou par tout moyen électronique permettant de déterminer de façon certaine la date de réception de la décision.

Le démarrage de l'étape ou de la phase suivante prend effet à la date de notification de la décision de poursuivre.

Le terme du marché correspond à la date de notification de la décision de mettre un terme.

7.2 MODALITES D'EXECUTION DES TRANCHES OPTIONNELLES

Chaque tranche optionnelle correspond, pour chaque lot concerné, à un périmètre géographique conditionnel.

Le nombre de tranches optionnelles (périmètres géographiques) est précisé, pour chaque lot, en annexe 8 du CCTP.

Chaque tranche optionnelle sera affermie par lettre de décision de poursuite notifiée par le pouvoir adjudicateur à l'issue de la dernière étape de la tranche précédente.

8. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérifications sont celles prévues dans le CCTP.

8.1 OPERATION DE CONTROLES ET ESSAIS INOPINES

Le Titulaire est informé qu'en dehors des opérations de vérification et réception, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer des contrôles et essais aléatoires des Matériels installés et des Données ajustées par le Titulaire.

En cas de contrôles inopinés, le Pouvoir adjudicateur en informe le Titulaire le jour même de leur réalisation.

En cas de contrôles inopinés faisant apparaître des non conformités par rapports aux Niveaux minimum de qualité définis à l'annexe 2 du CCTP, le Pouvoir adjudicateur donne au Titulaire un délai maximum de 1 mois pour procéder au remplacement des Matériels non conformes.

8.2 FRAIS DE VERIFICATIONS

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du Pouvoir adjudicateur.

9. GARANTIE

En complément des dispositions du CCAG FCS sur la garantie minimale d'un an, le Titulaire engage sa garantie sur une durée d'utilisation de 70 000 heures pour chaque luminaire (driver compris) installé. Le point de départ du délai de garantie est fixé dans le procès-verbal de réception établi par le Pouvoir adjudicateur dans les conditions définies à l'article 5.2.3 du CCTP.

Comme pour la garantie annuelle, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au Pouvoir adjudicateur.

Chapitre 3 - Prix et règlements

10. PRIX

10.1 DECOMPOSITION ET NATURE DES PRIX

Le marché est traité à prix forfaitaires et à prix unitaires selon le détail du BPU.

Ils sont fermes pour la tranche ferme et l'ensemble des phase études ; ils sont révisables pour le matériel et la main d'œuvre des tranches optionnelles.

11.2 REVISION DES PRIX DES TRANCHES OPTIONNELLES

12.3.2.1 REVISION DES PRIX DU MATERIEL ET MAIN D'ŒUVRE :

Les prix pour l'ensemble des fournitures listées dans le BPU seront révisables à la hausse comme à la baisse, au début de chaque tranche optionnelle par application de la formule précisée ci-après sans aucune formalité ou demande préalable.

Le titulaire fournira un BPU avec l'ensemble de ses nouveaux prix résultant du calcul de révision effectué par le Pouvoir Adjudicateur qui lui sera préalablement transmis. A défaut de renvoi du BPU par le titulaire, le BPU pourra être modifié par le Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire ne pourra pas opposer, à une révision à la baisse des prix en application de la formule de révision.

L'entrée en vigueur des prix révisés entre en vigueur au plus tard à compter du début d'exécution de la tranche optionnelle considérée.

La notification du BPU au titulaire par voie électronique (échange de mails) vaut accord du pouvoir adjudicateur.

Formule de révision des prix matériel :

La révision s'effectuera par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,1 + 0,9 \times (I_1/I_0))$$

Avec :

P_0 : Prix initial du contrat

P : Prix révisé

I_0 : Valeur de l'indice de référence au mois de la date de remise des offres (août 2025).

I_1 : Valeur du dernier indice publié à la date à laquelle le Pouvoir adjudicateur transmet au titulaire le calcul de révision des prix.

La valeur des indices prise en compte est la dernière valeur publiée, qu'elle soit provisoire ou définitive.

Indice en vigueur pour la formule de révision :

Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 26.11 – Composants électroniques Toutes zones – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010765216

La révision interviendra de plein droit au début de chaque tranche optionnelle sans aucune formalité ou demande préalable.

Formule de révision main d'œuvre :

-> **Pour la main d'œuvre**, par l'évolution de l'indice coût horaire du travail révisé, tous salariés, industries mécaniques et électriques (ICHTrev-TS), issu du bulletin des statistiques officielles de l'I.N.S.E.E sous l'identifiant 001565183.

Le prix de règlement (M) sera alors le plus faible des deux prix résultant respectivement de l'application du barème du titulaire et de celui du terme de comparaison retenu ou au minimum égal au prix M_0 .

Pour application de la présente clause, le terme de comparaison est apprécié d'après la formule suivante :

$$M = M_0 * [0,3 + 0,7 * (S_n/S_0)]$$

dans laquelle :

- M représente les prix unitaires objet de la révision à la date à laquelle le Pouvoir adjudicateur transmet au titulaire le calcul de révision des prix,
- M_0 représente les prix unitaires objet de la révision fixés au BPU,
- S_n : Valeur du dernier indice publié à la date à laquelle le Pouvoir adjudicateur transmet au titulaire le calcul de révision des prix,
- S_0 : Valeur de l'indice de référence au mois de la date de remise des offres (août 2025).

La valeur des indices prise en compte est la dernière valeur publiée, qu'elle soit provisoire ou définitive.

10.2 CONTENU DES PRIX

Le contenu du prix s'entend conformément à l'article 10 du CCAG FCS.

Les prix d'étude comprennent tous les coûts liés à l'exécution de la prestation. Ils sont adaptés au Périmètre géographique de la phase considérée.

Les prix d'étude comprennent plus précisément tous les coûts liés à la rédaction et l'actualisation des Plans d'action et des Plans de contrôle et de mesures, à la mise en œuvre des Plan de contrôle et de mesures et la rédaction des Rapports de fonctionnement.

Les prix du Matériel s'entendent « drivers » compris. Le prix se déduit de la réduction indiquée dans le BPU appliquée au catalogue du Titulaire le plus récent disponible au moment de l'établissement de chaque Plan d'action ou de l'actualisation du Plan d'action de TO.

Les prix d'installation du Matériel comprennent tous les coûts de main d'œuvre nécessaires à l'installation et à la pose du Matériel nécessaire à la Solution d'éclairage proposée. Ils sont adaptés au Périmètre géographique de la Phase considérée.

10.3 RENONCEMENT AUX CEE

Le titulaire du marché renonce au droit à réclamer les CEE obtenus à l'issue des travaux.

Le titulaire s'engage à remettre à l'obligé désigné par le pouvoir adjudicataire l'ensemble des documents nécessaires à l'obtention des CEE.

11. REGLEMENT

11.1 AVANCES

Par dérogation à l'article 11 du CCAG FCS, les dispositions suivantes s'appliquent.

Aucune avance ne sera versée.

11.2 MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement des prestations est effectué à l'échéance de chaque étape de chaque tranche, dans le respect des montants forfaitaires et unitaires de l'offre du titulaire.

Pas d'acompte.

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des prestations, à compter de la date d'admission.

11.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le délai de paiement est celui prévu aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

11.4 FACTURES

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

1/ Facture électronique :

- ⚠ Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

2/ Dépôt de la facture électronique :

- ⚠ La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

Chapitre 5 – Résiliation, exécution aux frais et risques et pénalités

12. PENALITES

Par dérogation au CCAG FCS, les pénalités ne sont pas plafonnées, et aucune exonération n'est consentie.

12.1 PENALITE DE RETARD

Des pénalités de retard seront susceptibles d'être appliquées pour chaque phase installation, quelle que soit la tranche.

Le montant de cette pénalité est calculé sur la valeur totale de la tranche.

La pénalité de retard est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la tranche en TTC ;

R = le nombre de jours de retard.

12.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'OBJECTIF DE PERFORMANCE LIE AUX NIVEAUX MINIMUMS DE QUALITE

Pour chaque tranche, en cas de constat de non-respect de l'Objectif de performance lié aux Niveaux minimums de qualité à l'occasion des opérations de réception du Matériel, le Pouvoir adjudicateur exigera du Titulaire le versement d'une pénalité de mille (1000) € par fait constaté sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG.

12.3 PENALITE POUR NON-RESPECT DE L'OBJECTIF DE PERFORMANCE LIE AU TRI

Pour chaque tranche, lorsqu'une APE n'atteint pas l'Objectif de performance lié au respect d'un TRI inférieur ou égal à 48 mois du fait de l'action du Titulaire, cette dernière verse au Pouvoir adjudicateur

une pénalité, sans mise en demeure préalable nécessaire, laquelle est calculée, par APE, selon la formule suivante :

$$\text{Pénalité} = (\text{Sommes des coûts} / 4) - \text{Economies annuelles}$$

Où :

- « Somme des coûts » est, pour chaque APE, la somme de l'ensemble des coûts énumérés à l'Annexe 5 du CCTP.
- « Economies annuelles » sont, pour chaque APE, les économies visées à l'Annexe 5 du CCTP réalisées sur une année.

Les Données prises en compte pour déterminer la valeur des coûts et des économies visés dans cette formule sont, d'une part, les Données de référence communiquées et actualisées par le Pouvoir adjudicateur et, d'autre part, les Données de référence obtenues puis ajustées par le Titulaire qui ont été validées par le Pouvoir adjudicateur.

Ce faisant, aucune pénalité n'est due par le Titulaire dans les cas où l'Objectif de performance lié au TRI n'est pas atteint du fait de l'ajustement de Données de référence transmises par le Pouvoir adjudicateur.

12.4 PENALITES DE NON LEVEE DES RESERVES

Dans le cas où le nouveau procès-verbal de réception comprendra des réserves non levées, une pénalité sera appliquée à hauteur de 25% du montant de l'APE concernée.

13. RESILIATION DU CONTRAT

13.1 MOTIFS DE RESILIATION

Indépendamment de l'hypothèse de la décision de mettre un terme défini à l'article 7.1 du CCAP, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution de chaque lot à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- En cas d'inexécution des obligations contractuelles attendues.

En cas de résiliation pour faute d'un lot, le marché relancé pourra être exécuté aux frais et risques du titulaire défaillant.

13.2 INDEMNITE DE RESILIATION

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité de résiliation.

Le titulaire peut prétendre à la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

13.3 RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Chapitre 6 : Clause de réexamen

14. MODIFICATIONS RELATIVES AU MATERIEL

14.1 CLAUSE GENERALE

En cours d'exécution du marché, toute substitution de référence d'un Matériel par un autre, d'objet identique ou de même fonctionnalité, à prix constant, donnera lieu à un courrier d'information à destination du Pouvoir adjudicateur de la part du Titulaire.

14.2 ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technologique de nature à contribuer à une amélioration des Objectifs de performance, le Titulaire pourra proposer au Pouvoir adjudicateur de substituer un nouveau Matériel à celui retenu dans le Plan d'action, au prix convenu au présent marché ou à un prix diminué. Le Pouvoir adjudicateur décidera de l'intégration ou non dans le marché de l'innovation technologique proposée.

En cas de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le Titulaire pourra proposer une modification du Matériel prévu dans le Plan d'action. Le Pouvoir adjudicateur décidera de l'intégration ou non dans le marché du nouveau Matériel proposé.

14.3 EXTENSION DE GAMME

En cours d'exécution du marché, le Titulaire peut être amené à compléter sa gamme en proposant l'utilisation d'un Matériel qui améliore la Solution d'éclairage innovante proposée.

Dans ce cas, le Titulaire est tenu de produire au Pouvoir adjudicateur un courrier justifiant :

- que ce nouveau Matériel s'ajoute à l'ancien,
- que le prix fixé au marché est maintenu ou diminué.

Le Pouvoir adjudicateur décidera de l'intégration ou non dans le marché du nouveau Matériel proposé.

14.4 ARRET DE FABRICATION OU DE COMMERCIALISATION D'UN MATERIEL OU DE SES FOURNITURES DE SUBSTITUTION

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation d'un Matériel ou de ses fournitures de substitution le Titulaire propose de délivrer un Matériel de technologie ou de catégorie supérieure à celle(s) prévue(s) dans le marché à prix constant.

15. MODIFICATIONS RELATIVES A L'ENVELOPPE FINANCIERE DISPONIBLE POUR LES TO

Si le Titulaire démontre qu'il est, du fait de ses mérites propres, en capacité de faire bénéficier le Pouvoir adjudicateur d'APE non prévues dans son Plan d'action TO mais qui satisfont aux Objectifs de performance, l'Enveloppe financière disponible pour les TO pourra être augmentée dans la limite de 20% afin de permettre la réalisation de ces APE supplémentaires dans les conditions initiales du marché.

Cette modification de l'Enveloppe financière doit donner lieu à la conclusion d'un avenant entre les Parties.

Chapitre 7 - Dérogations au CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services de 2021 :

Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
14.1.1	Absence mise en demeure pour les pénalités de retard
14.1.2	Absence plafond des pénalités
14.1.3	Montant d'exonération à l'application des pénalités
30	Réfaction
42	La résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnisation

ANNEXE 1 : Liste des Etablissements bénéficiaires des prestations du marché

CF FICHIER EXCEL Annexe 8 ALLOTISSEMENT

Pendant toute la durée de l'accord cadre, le titulaire sera vigilant concernant le sujet amiante et agira en fonction des deux cas suivants :

Dans tous les cas, le titulaire consultera les plans de repérage amiante disponible à la consultation en salle de réunion du service ingénierie avant toute intervention.

- **1^{er} cas : présence d'amiante avérée**

Du fait de la présence d'amiante, les intervenants devront être habilités à travailler conformément au code du travail relatif au risque d'exposition à l'amiante à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et notamment :

Le code du travail LIVRE IV : PRÉVENTION DE CERTAINS RISQUES D'EXPOSITION :

- Chapitre 2 du titre 1^{er} section 3 : Risques d'exposition à l'amiante et en particuliers :
 - Sous-section 1 : Champ d'application et définitions - Article R4412-94 - 2° Aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante, définies à l'article R. 4412-139.
 - Sous-section 2 : Dispositions communes à toutes les activités ;
 - Sous-section 4 : Dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante.

L'intervention dans les zones contenant de l'amiante sous forme d'enduit dur ou semi dur s'effectuera suivant des protocoles établis par le titulaire et conformément à la réglementation en vigueur. Le personnel intervenant devra avoir reçu une formation et être habilité à réaliser ces travaux.

Avant le début des travaux, le titulaire de l'accord cadre fournira à l'établissement les certificats de formation des intervenants attestant de leurs compétences à la réalisation de travaux exposant aux poussières d'amiante.

Ces connaissances et compétences font l'objet de formations spéciales concernant l'encadrement et les exécutants et porte notamment sur :

- Les risques engendrés par les travaux de traitement de l'amiante non friable pour les travailleurs exposés, les tiers, l'environnement...
- La gestion de ces risques spécifiques nécessite une organisation des modes opératoires, des matériels, des équipements de protection...

Les déchets seront stockés provisoirement, enlevés, transportés puis détruits à la torche à plasma par des sociétés agréées suivant la réglementation en vigueur. L'ensemble de la procédure est à la charge de l'entreprise, et notamment l'équipement de l'aire de stockage (benne, clôture, panneaux de signalisation, etc...).

Les bordereaux de déchets correspondants seront transmis à l'établissement.

- **2^{ème} cas : présence d'amiante cachée**

Les établissements conformément à la législation en vigueur a procédé à un repérage des matériaux friables susceptibles de contenir de l'amiante. Les locaux où l'entreprise est amenée à œuvrer ne contiennent pas des matériaux de ce type. Cependant, la présence de matériaux durs ou semi durs susceptibles d'en contenir en parties cachées des locaux et circulations, reste envisageable.

Dans la mesure où le personnel du titulaire rencontrerait ce type de matériaux, le chantier serait immédiatement arrêté. Le Service d'Ingénierie dûment avisé prendra toutes mesures utiles qui s'imposent.